



Le double paradoxe chinois

La Chine présente un premier paradoxe évident : alors qu'elle aligne des résultats économiques étincelants, elle a rarement été aussi critiquée. Sa croissance a été de 9,2% en 2011, son inflation est tombée autour de 3% en février 2012, son excédent commercial a atteint 155 milliards USD et son déficit budgétaire (hors finances locales) s'établit à 1,1% du PIB en 2011. Entre 2008 et 2010, la Chine a contribué pour un tiers environ à la croissance mondiale. Loin de l'en féliciter, le reste du monde la honnit. On ne loue pas son sens de l'économie, on blâme son déséquilibre entre consommation et épargne. On ne la remercie pas pour sa contribution à la croissance mondiale, on l'accuse de piller les ressources de la planète et de la polluer. On n'admire pas son rang de premier exportateur mondial, on lui intente un procès pour manipulation de sa monnaie. Et on prédit sa chute prochaine dans la foulée de Gordon Chang (*The coming collapse of China, 2001*). A l'époque, l'auteur pensait que les banques chinoises, minées par les mauvaises dettes, entraîneraient l'ensemble de la Chine dans leur chute. L'erreur de cette prédiction n'a pas refroidi les cassandres, mais elles ont changé d'argument : elles pensent désormais que c'est la baisse des exportations chinoises qui va ralentir la croissance chinoise, ce qui va déclencher une réaction en chaîne : faillites, chômage, mécontentement, insurrections, révolution,...

Cette thèse, effleurée par les experts, hommes d'affaires internationaux et responsables politiques chinois lors du XVIIIème Forum annuel du DRC (Development Research Center) qui s'est tenu à Pékin du 17 au 19 mars 2012, n'a pas convaincu les participants qui croient majoritairement plus au soft qu'au hard landing. Toutefois, un second paradoxe, moins évident mais pas moins étonnant que le premier est apparu lors des travaux.

1. Un impressionnant rassemblement :

S'il fallait une illustration du poids économique de la Chine, il suffirait de se promener dans le parc de la résidence de Diaoyutai à Pékin ces jours-là pour y croiser les patrons de plus d'une trentaine de multinationales de premier plan : Dow Chemical, Shell, HSBC, Siemens, Boeing, Hitachi, P&G, Infosys, MacKinsey, ... et pour les Français : Total, Michelin, Schneider Electric. Ils y ont rencontré quelques-uns des économistes les plus réputés (Joseph Stiglitz, Michael Boskin, Nouriel Roubini, François Bourguignon, Martin Feldstein, ...), les dirigeants de quelques institutions internationales (Banque Mondiale, OCDE, BAD,...) dont Christine Lagarde spécialement venue de Washington représenter le FMI.



Et tout ce monde de se mélanger avec les plus grands économistes chinois ainsi qu'avec les décideurs politiques.

Quelles leçons peut-on tirer des débats qui se sont déroulés sur fond de crise européenne, de rétablissement fragile des Etats-Unis, de transition politique en Chine, sans oublier à plus long terme les besoins de développement des pays émergents, la crise de l'énergie et le réchauffement de la planète ?

2. Une unanimité apparente...

Pour une fois, experts internationaux et chinois étaient d'accord si ce n'est sur le diagnostic, en tout cas sur le traitement qu'il convenait d'appliquer à la Chine. Le verre à moitié vide était saisi par Nouriel Roubini, chef de file de la minorité pessimiste pensant possible un hard landing chinois causé par le déséquilibre massif et prolongé entre investissement et consommation. La plupart des experts voyaient néanmoins le verre à demi-plein en soulignant les atouts de la Chine : sa forte croissance, la diminution de l'inflation, son faible déficit budgétaire, lui donnent de précieuses marges de manœuvre. Et comme le dit Christine Lagarde, la Chine sait prendre les décisions quand il le faut en rappelant que de tous les pays, elle fut la première à avoir adopté un plan de relance d'ampleur en 2008 quand les premiers signes de panne mondiale sont apparus. Cependant les experts insistent sur la nécessité de changer de modèle: passer d'une économie d'exportation et d'investissement à une économie de consommation afin de rétablir l'équilibre entre les trois composantes majeures de la demande chinoise.

A ces inquiétudes, la réponse vint de LI Keqiang, vice-premier ministre donné comme futur Premier Ministre. D'un ton un brin dramatique, il décrit une Chine à la croisée des chemins. La réforme doit s'attaquer à la transformation de la structure économique en augmentant la demande intérieure. Celle-ci est déjà poussée par l'urbanisation rapide du pays qui doit concilier industrialisation accrue et développement des services. La Chine de demain sera plus intégrée au monde (par la poursuite de l'ouverture) plus innovante (insistant sur la protection de la propriété intellectuelle) plus attentive aux besoins de sa population (diminution des inégalités et satisfaction de besoins comme le logement social). Ouverture et réforme sont la clé du succès : impôts, monde de la finance, politique de redistribution doivent être réformés. Un commerce extérieur équilibré, une concurrence internationale équitable, une prise de décisions orientée par le marché doivent être recherchés. Le discours de LI Keqiang répond à l'attente de tous, contribuant à créer un climat de consensus que nul ne songea à briser par les sujets qui fâchent : les Américains avec la question de la valeur du yuan, les Chinois avec les récentes mesures anti-dumping prises par les Etats-Unis contre certains produits chinois. Et surtout, la politique de rééquilibrage de la croissance chinoise vers son marché domestique parut suffisamment crédible pour que Martin Feldstein, ancien Président des conseillers économiques de la Maison Blanche,



en vint à se poser la question suivante : quand la Chine aura augmenté sa demande interne, elle n'aura plus de surplus à investir dans les bons du Trésor américain. Qui pourra alors les acheter à la place de la Chine? Et de pointer du doigt l'Allemagne ! Mais ceci est une autre histoire... Pour revenir à la nôtre, que trouve-t-on derrière cette apparente unanimité ?

3. ... qui cache des questions sans réponses :

C'est un universitaire réputé, ZHANG Weiyong, professeur d'économie de l'Université Beida, qui jeta un pavé dans la mare. Pour atteindre les objectifs fixés par les autorités chinoises, il préconise trois mesures :

- Privatiser les entreprises publiques (les SOE)
- Remettre au marché le système bancaire, en lui soumettant les taux d'intérêt aujourd'hui encore administrés
- Privatiser la terre agricole

Ses raisons sont simples : la première mesure est destinée à introduire une vraie concurrence au sein de l'économie chinoise, la seconde à mettre fin aux rigidités extrêmes du système bancaire qui produisent des banques obèses, inefficaces, incapables de financer les PME dynamiques et accaparant des revenus considérables à l'économie « réelle » par le différentiel énorme entre taux prêteurs et emprunteurs et la dernière mesure permettrait de donner un capital aux paysans, réduisant ainsi l'écart de richesse entre citadins et paysans et donnant à ces derniers un capital leur permettant de se développer. Ces trois propositions sont restées sans réponses. Pourtant, elles font écho au rapport récemment remis aux autorités chinoises conjointement par la Banque Mondiale et le DRC qui, après avoir rendu hommage aux succès de l'économie chinoise de ces trente dernières années, constate que la Chine doit prendre un nouveau tournant, notamment en introduisant plus de concurrence, en réformant le système bancaire et en réduisant l'écart de richesse en Chine afin d'éviter le « piège du revenu moyen » déjà largement évoqué par le Forum de 2011. Mais les propositions du professeur ZHANG Weiyong ne sont pas sans risques. Et c'est là qu'apparaît le second paradoxe chinois.

La Banque Mondiale et le DRC démontrent assez facilement que les mesures qu'ils prônent sont indispensables pour échapper au piège du revenu moyen et permettre à la Chine de connaître une croissance durable pour dépasser ce stade. Mais la crise mondiale de 2008, pas encore terminée, est venue troubler ce raisonnement parce qu'elle a donné une nouvelle vigueur aux conservateurs qui ont beau jeu de souligner que la Chine a pu échapper à la crise grâce à son économie encore en grande partie administrée. Les banques encadrées ne se sont pas livrées aux excès des marchés, les entreprises



d'état ont pu appliquer la politique industrielle de la Chine et éviter les faillites retentissantes et la non-privatisation de la terre a permis aux travailleurs migrants au chômage de retourner sur la terre qu'ils avaient gardée et qui avait ainsi échappé à la spéculation foncière qui effraie tant le Parti ! L'économiste de Qinghua, LI Daokui, a décidé quant à lui de viser un seul objectif : soumettre les taux d'intérêt au marché et il explique qu'il ne faut surtout pas confondre adoption des règles du marché avec suppression de toute régulation qui a provoqué la crise des subprimes. Mais sera-t-il plus entendu que ZHANG Weiyong ? Le second paradoxe de la Chine est que son succès contre la crise mondiale est trop aisément attribué à de mauvaises causes qui risquent de nuire à son avenir plus lointain !

En tout état de cause, l'année 2012 sera marquée par un changement politique au plus haut niveau du Parti en octobre, avant de se traduire par un nouveau gouvernement en 2013. Cette situation incite chacun à la prudence et tue les grandes initiatives qui devront attendre 2013. Puisse cette année de transition permettre à la Chine de bien réfléchir!

Beijing, le 23 Mars 2012